Union syndicale
Solidaires

Paris le 22 janvier 2019

Leyla Güven doit vivre !

Soutien aux prisonniers et prisonnières du régime Erdogan

Pour avoir protesté contre l'invasion turque du canton d'Afrin, Leyla Güven, députée du HDP, a été arrêtée le 31 janvier 2018 et placée en détention dans la prison de haute sécurité de Diyarbakir. Alors qu'elle aurait du être protégée par son immunité parlementaire et malgré la décision du tribunal, elle n'a pas été libérée.

Depuis le 7 novembre 2018, elle est en grève de la faim pour protester contre l'emprisonnement de Abdullah Öcalan, leader du PKK, placé en isolement et que personne n'a pu voir depuis plus de deux ans et demi. Si l'Etat turc a fini par accorder à son frère un droit de visite début janvier, c'est la fin de son isolement que réclament Leyla Güven et les 226 prisonnier.e.s grévistes de la faim qui l'ont rejoint, et notamment le droit de voir ses avocats.

Gravement malade, Leyla Güven est aujourd'hui entre la vie et la mort. Elle a perdu la vue et est tombée dans le coma.

Leyla Güven doit vivre !

L'Union Syndicale Solidaires réaffirme son soutien aux luttes du peuple kurde, aux 20 000 prisonniers et prisonnières politiques que compte la Turquie : militant-es politiques, syndicaux, associatifs, féministes, journalistes, dont 2800 enfants… Elle soutien la demande que cesse l'isolement imposé à Öcalan.

Elle s'associe aux demandes adressées aux Nations Unies, aux institutions Européennes, à la Cour Européenne des droits de l'homme, au Comité pour la prévention de la torture "CPT" afin qu'ils :
- exigent de la Turquie qu'elle applique la convention européenne des droits de l'homme,
- garantissent et évaluent le respect des droits fondamentaux des prisonnier-ères politiques notamment dans la prison d'Imrali,
- mettent en place une délégation internationale indépendante pour une mission d'observation afin de rendre visite aux prisonniers politiques.

Le gouvernement français, qui a affiché à plusieurs reprise son soutien à Erdogan, doit intervenir auprès de celui-ci pour que les exigences des grévistes de la faim, qui ne demandent que l'application du droit, soit satisfaites.

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris	**Téléphone 33 1 58 39 30 20** **Télécopie 01 43 67 62 14**	**contact@solidaires.org** **www.solidaires.org**